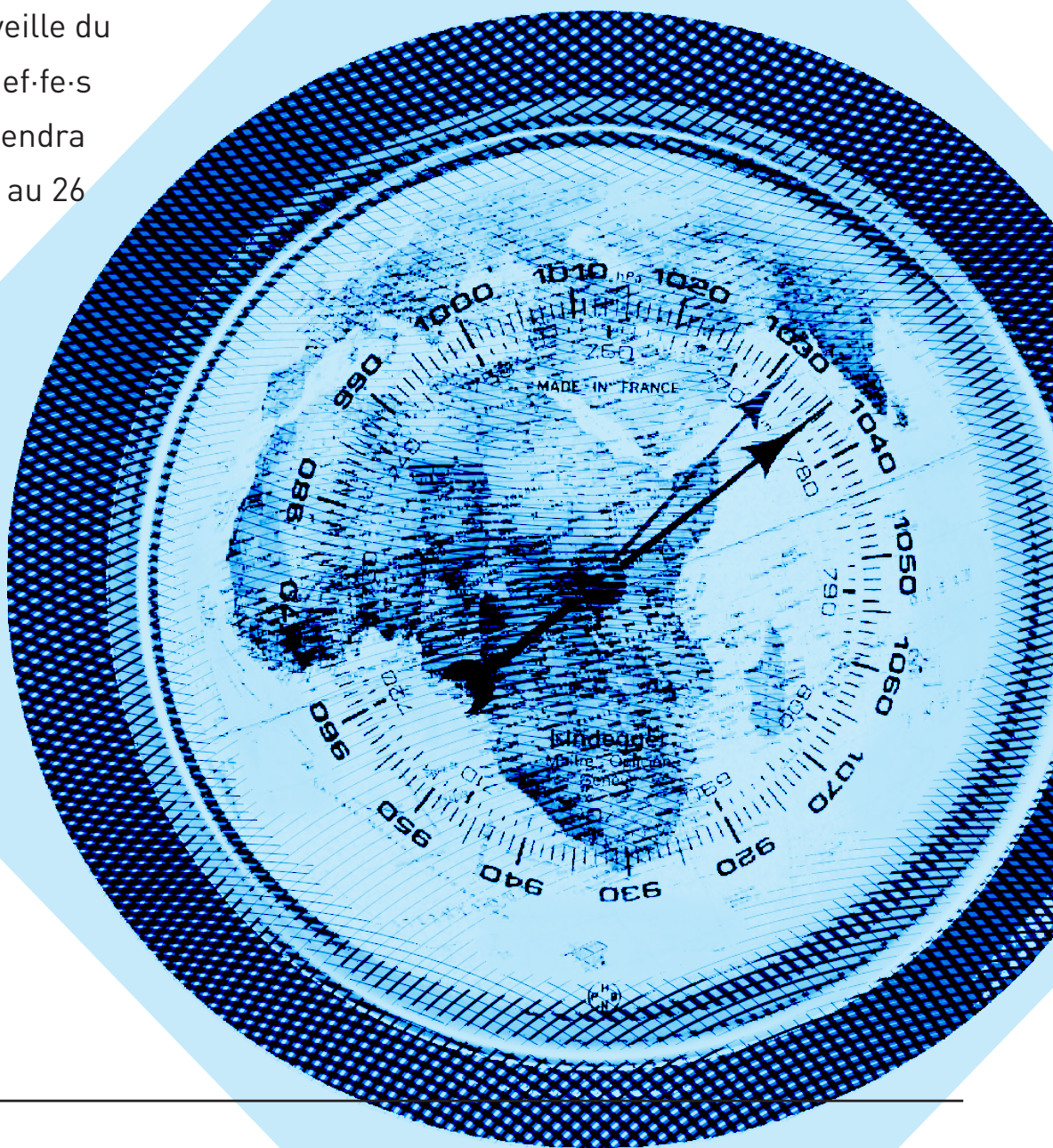


BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°5

**Les français·e·s, le G7 et les
inégalités dans le monde**

Opinions, perceptions
et soutien à la veille du
Sommet des chef·fe·s
d'États qui se tiendra
à Biarritz du 24 au 26
août 2019.

JUILLET 2019



INTRODUCTION

Esquisser les contours du G7, un événement politique que 58% des français·e·s prétendent connaître, suppose de formuler quelques chiffres, comme une manière d'évaluer l'importance que prêtent les français·e·s aux enjeux à l'agenda du Sommet des chef·fe·s d'État qui aura lieu à Biarritz du 24 au 26 août 2019.

Rassemblant sept pays parmi les plus riches du monde (France, Allemagne, Canada, États-Unis, Italie, Japon et Royaume-Uni), le « groupe des 7 » concentre à lui seul 45% du PIB mondial (39 000 milliards de dollars), représente 56% des exportations d'armes dans le monde et concentre 25% des gaz à effet de serre, alors qu'il ne représente que 10% de la population mondiale.

Cette année, et comme en écho à ces disparités, la France a décidé de faire de cet événement une opportunité pour lutter contre les inégalités à l'échelle du monde : inégalités de destin, environnementales, Nord-Sud... À l'agenda officiel de ce Sommet, figure tout particulièrement la lutte contre les inégalités de genre qui s'inscrit dans la volonté affichée de la France d'opter pour une « diplomatie féministe », une approche largement soutenue par 64% des français·e·s.

En amont de cette rencontre internationale et sachant que les français·e·s n'ignorent pas les grands défis mondiaux abondamment débattus dans l'espace public et à la question des inégalités portée haut et fort par les mouvements sociaux et les ONG, il n'est pas inutile de sonder ce qu'elles·ils savent, ce qu'elles·ils attendent, les priorités qu'elles·ils évaluent, aussi bien que les illusions qu'elles·ils ont ou n'ont pas, à l'égard de ce qui se prépare au G7 sous présidence française.

C'est l'objet de ce nouveau Baromètre de la solidarité internationale. On y observe que 65% des français·e·s souhaitent que le G7 s'engage à lutter contre les « inégalités dans le monde », à l'instar des vœux formulés par la présidence de la République française, hôte de cette réunion. On y mesure que les français·e·s ne semblent pas dupes quant à une relative insouciance des décideurs politiques à agir. À ce sujet, si leurs attentes sont ambitieuses, leurs espoirs sont assez vains. On y remarque, qu'outre la lutte contre le terrorisme (et les tueries de masse), les français·e·s identifient les changements climatiques et la taxation des multinationales comme des priorités à ne pas décevoir. Enfin, les français·e·s expriment qu'elles·ils sont nombreux·ses à vouloir utiliser leurs bulletins de vote lors d'élections politiques, pour encourager les décideurs qui sauraient répondre efficacement aux inégalités à l'échelle du monde. Ce qui peut également se lire comme une volonté de sanctionner dans les urnes les décideurs qui se montreraient indifférents ou incapables de résoudre cette question.

Les enjeux étant posés, le G7 n'a plus qu'à se dérouler. Voyons si le travail de la société civile combiné aux volontés politiques publiquement affichées saura apporter, de façon pragmatique, des résultats « sonnants et trébuchants » susceptibles de répondre aux défis identifiés à l'échelle de la planète, mais aussi aux attentes et aux points de vue citoyens observés dans ce Baromètre.

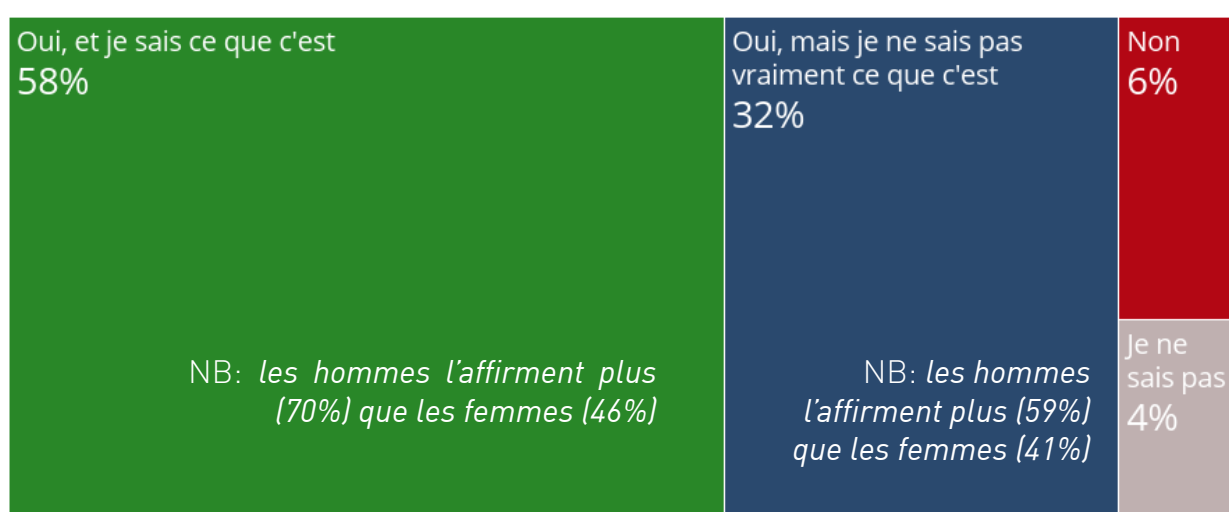
SOMMAIRE

1	Ce que les français·e·s prétendent connaître à propos du G7	page 4
2	Pour 65% des français·e·s, la lutte contre les inégalités dans le monde doit être une priorité du G7 .	page 6
3	À l'occasion du G7, les français·e·s hiérarchisent leurs préoccupations en fonction d'un niveau de sensibilisation qui fait écho aux enjeux qui résonnent à l'échelle mondiale	page 8
4	Taxer (davantage) les marchés financiers : une vraie bonne idée fédératrice ?	page 12
5	Citoyen·ne·s d'un côté, responsables politiques de l'autre : une préoccupation diamétralement opposée vis-à-vis des inégalités dans le monde ?	page 14
6	Éradiquer la faim - réduire les inégalités et la pauvreté dans le monde : ce que les français·e·s seraient prêt·e·s à faire pour inciter les décideurs à « bouger »	page 18
7	Les français·e·s sont très majoritairement sensibilisé·e·s à la défense des droits des femmes dans les pays pauvres	page 22
8	La diplomatie féministe : une nouvelle dynamique plébiscitée par 64% des français·e·s	page 26
9	Le Baromètre, projet de recherche et méthodologie	page 30

CE QUE LES FRANÇAIS·E·S PRÉTENDENT CONNAÎTRE À PROPOS DU G7

QUESTION POSÉE :

«AVEZ-VOUS DÉJÀ ENTENDU PARLER DU G7?»



RÉSUMÉ

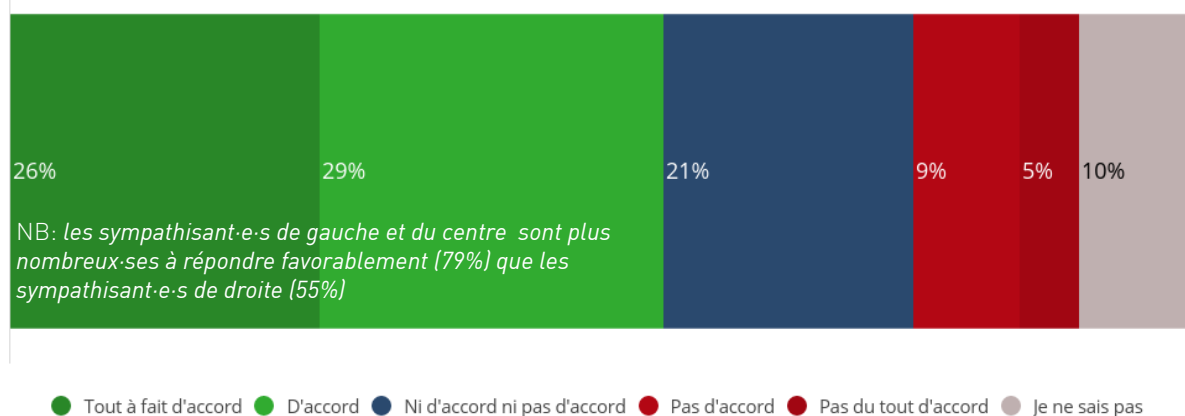
58% des français·e-s déclarent savoir ce qu'est le G7 contre 32% qui en ont entendu parler « sans réellement savoir ce que c'est ». Ces résultats déclaratifs ne nous précisent cependant pas dans quelle mesure les français·e-s connaissent réellement les enjeux discutés au G7, la capacité d'action du G7, les décisions susceptibles d'en découler ou les pays membres appartenant au G7.

Plus les français·e-s sont âgé·e-s et plus elles·ils déclarent connaître et savoir ce qu'est le G7. De la même manière les répondant·e-s qui sont au moins titulaires d'un Bac+2 sont beaucoup plus nombreux·ses (+24%) que les autres à prétendre « bien » connaître le G7.

**POUR 65% DES
FRANÇAIS·E·S, LA LUTTE
CONTRE LES INÉGALITÉS
DANS LE MONDE DOIT ÊTRE
UNE PRIORITÉ DU G7**

QUESTION POSÉE :

« À L'OCCASION DU G7 QUI RÉUNIRA LES CHEF·FE·S D'ÉTAT DES SEPT PAYS PARMI LES PLUS RICHES, LA FRANCE A DÉCIDÉ DE FAIRE DE LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS DANS LE MONDE UNE PRIORITÉ. DANS QUELLE MESURE APPROUVEZ-VOUS OU DÉSAPPROUVEZ-VOUS CETTE PROPOSITION ? »



Tandis que la question contextualise brièvement ce qu'est le G7, 65% des français·e·s approuvent l'idée que la France se saisisse de cette occasion pour faire de la lutte contre les inégalités dans le monde une priorité. Seul·e·s 8% des français·e·s s'opposeraient à cette initiative.

De façon générale, les inégalités représentent un fort ressort d'adhésion chez les français·e·s, même si, sur cette question, le soutien a tendance à décroître avec l'âge des répondant·e·s. De ce point de vue, le gouvernement avait en quelque sorte pressenti l'intérêt de l'enjeu dans la mesure où ce thème des inégalités avait été adopté bien avant l'émergence du mouvement des Gilets jaunes en France qui en a fait depuis son cœur de bataille.

Au risque de pondérer ce pourcentage (64%), et même si cette question est évidemment moins consensuelle qu'interroger les français·e·s sur la « paix dans le monde », cette forte adhésion de la part des français·e·s ne représente pas la mesure d'une démarche très engageante d'un point de vue personnel. Il ne s'agit là que d'une proposition indéterminée (la lutte contre les inégalités dans le monde) prise dans le cadre d'une réunion (le G7) dont l'impact identifié est sans doute très relatif en termes de répercussions à l'échelle nationale. Ce qui est sans doute le plus marquant dans ces réponses, c'est le très faible pourcentage des répondant·e·s qui s'opposent (8%), et le pourcentage assez modéré de celles et ceux qui « ni n'approuvent ni ne désapprouvent » (21%).

RÉSUMÉ

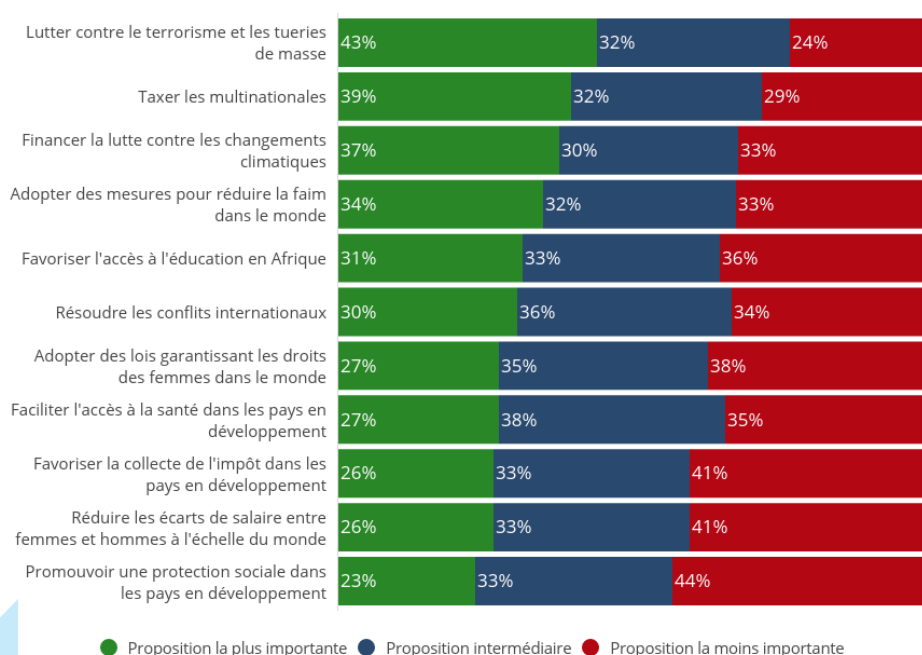
Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

**À L'OCCASION DU G7,
LES FRANÇAIS·E·S
HIÉRARCHISENT LEURS
PRÉOCCUPATIONS EN
FONCTION D'UN NIVEAU DE
SENSIBILISATION QUI FAIT
ÉCHO AUX ENJEUX QUI
RÉSONNENT À L'ÉCHELLE
NATIONALE**

3. À L'OCCASION DU G7, LES FRANÇAIS·ES HIÉRARCHISENT LEURS PRÉOCCUPATIONS EN FONCTION D'UN NIVEAU DE SENSIBILISATION QUI FAIT ÉCHO AUX ENJEUX QUI RÉSONNENT À L'ÉCHELLE NATIONALE?

QUESTION POSÉE :

« A L'OCCASION DU G7, LA FRANCE A DÉCIDÉ DE DÉBATTRE D'UN CERTAIN NOMBRE DE PROPOSITIONS AVEC LES CHEF·FE·S D'ÉTAT DES 7 PAYS PARMI LES PLUS RICHES. VEUILLEZ INDiquer QUELLES SONT, SELON VOUS, LES 3 PROPOSITIONS LES PLUS IMPORTANTES ? * »



RÉSUMÉ

Bien qu'il s'agisse d'un événement international traitant de problématiques à l'échelle mondiale, sans trop de surprise, les choix prioritaires des français·e-s semblent faire écho à des préoccupations abondamment débattues nationalement ou dont les répercussions sont clairement identifiées à l'échelle domestique. C'est le cas notamment de la lutte contre le terrorisme perçue comme un enjeu sécuritaire contemporain primordial par des français·e-s qui n'ont pas oublié les épisodes récents auxquels la France a été confrontée (43%). C'est aussi le cas du financement de l'État à travers la taxation des multinationales (39%) ou des questions environnementales (37%).

Mis en concurrence avec d'autres préoccupations, les sujets plus classiques relatifs au développement et à la solidarité internationale sont moins plébiscités : la faim dans le monde (34%), l'accès à l'éducation en Afrique (31%), les droits des femmes dans le monde (27%), la protection sociale dans les pays en développement (23%), la santé dans les pays en développement (27%), ou la réduction des écarts de salaire entre les hommes et les femmes (26%).

*en sélectionnant d'abord la première, puis la seconde et enfin la troisième plus importante. Faites glisser vos choix dans les cases numérotées situées à gauche de l'écran, pour classer les 3 propositions que vous avez choisies.

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommlab.org

3. À L'OCCASION DU G7, LES FRANÇAIS HIÉRARCHISENT LEURS PRÉOCCUPATIONS EN FONCTION D'UN NIVEAU DE SENSIBILISATION QUI FAIT ÉCHO AUX ENJEUX QUI RÉSONNENT À L'ÉCHELLE NATIONALE?

LES PRIORITÉS SOULIGNÉES EN FAVEUR D'UNE TAXATION DES MULTINATIONALES OU DU FINANCEMENT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES OBSERVÉES À L'AULNE DE L'ÂGE, DES SYMPATHIES POLITIQUES OU DU NIVEAU D'ÉDUCATION



On peut être surpris par l'intérêt porté à la question de la taxation des entreprises multinationales qui illustre l'attention portée aux revendications de nombreuses ONG et la mise à l'agenda de la taxe GAFA par le ministre de l'Économie et des finances dans le cadre du G7 Finances.

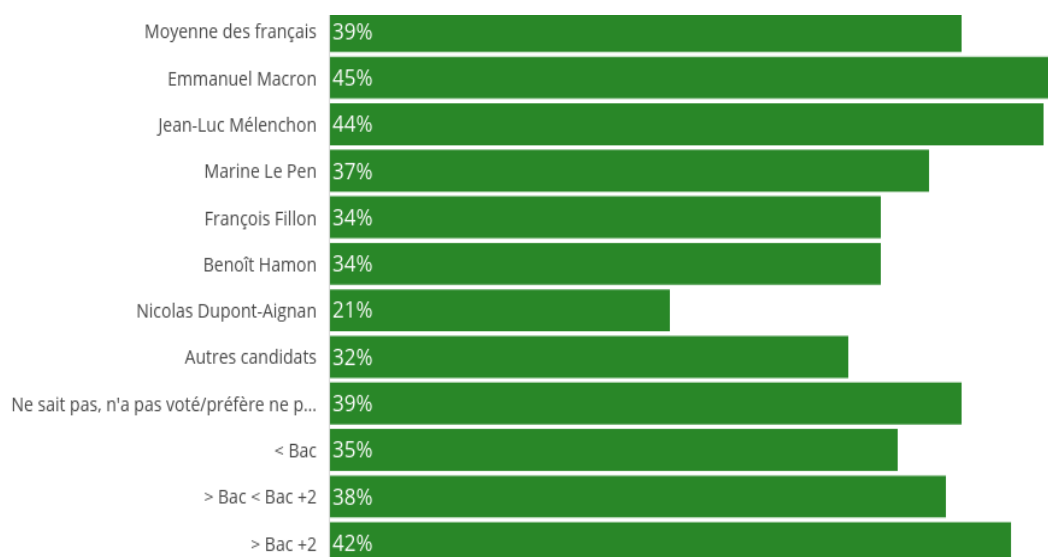
En l'occurrence, quand il s'agit de classer les priorités de ce que la France devrait mettre à l'agenda du prochain G7 (Biarritz, août 2019), les électeur-trice-s d'Emmanuel Macron et de Jean-Luc Mélenchon (au premier tour de l'élection présidentielle de 2017) sont largement les plus favorables à la taxation des multinationales (45%). Sur ce classement, les électeur-trice-s de Benoît Hamon (gauche traditionnelle) ou de François Fillon (droite traditionnelle) sont identiques (34%), très proches des opinions des électeur-trice-s de Marine Le Pen (37%).

Cette initiative est également d'autant plus soutenue que les répondant-e-s sont plus éduqué-e-s.



Taxer les multinationales ?

Selon l'orientation politique et le niveau d'études



3. À L'OCCASION DU G7, LES FRANÇAIS·E·S HIÉRARCHISENT LEURS PRÉOCCUPATIONS EN FONCTION D'UN NIVEAU DE SENSIBILISATION QUI FAIT ÉCHO AUX ENJEUX QUI RÉSONNENT À L'ÉCHELLE NATIONALE?



En 3ème position, parmi les priorités des français·e·s, figure le financement de la lutte contre les changements climatiques, une opinion qui a tendance à décroître avec l'âge tandis qu'elle augmente à mesure que les répondant·e·s déclarent un niveau d'éducation élevé. De façon peut-être contre-intuitive, les sympathisant·e·s du centre priorisent cet enjeu devant les sympathisant·e·s de gauche (44% contre 40%).



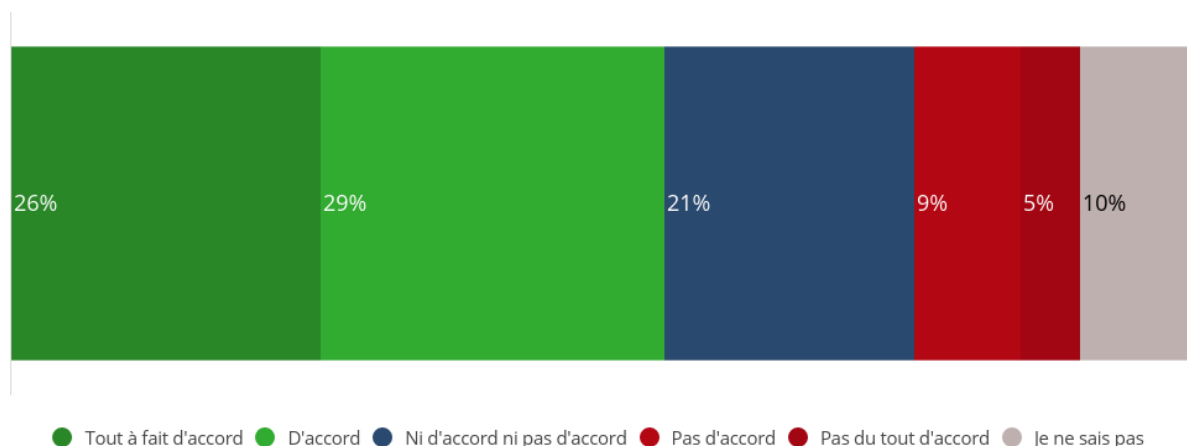
Financer la lutte contre les changements climatiques
selon l'âge, l'orientation politique et le niveau d'études



TAXER (DAVANTAGE) LES MARCHÉS FINANCIERS : UNE VRAIE BONNE IDÉE FÉDÉRATRICE ?

QUESTION POSÉE :

« POUR FINANCER L'AIDE AUX PAYS PAUVRES, IL FAUDRAIT DAVANTAGE TAXER LES MARCHÉS FINANCIERS. »



RÉSUMÉ

Pour 55% des français·e·s, taxer davantage les marchés financiers permettrait de financer l'aide aux pays pauvres.

Cette question ne mentionne pas la connaissance qu'ont les français·e·s de l'aide aux pays pauvres, ni de ce qu'il faut entendre par « marchés financiers ». Cependant, cette question atteste que pour une majorité d'entre elles·eux, il semble pertinent (ou juste) de taxer les mouvements financiers sur les marchés pour contribuer au financement du développement.

Seul·e·s 14% des français·e·s sont en désaccord avec cet énoncé tandis que 10% n'ont pas d'idée sur la question.

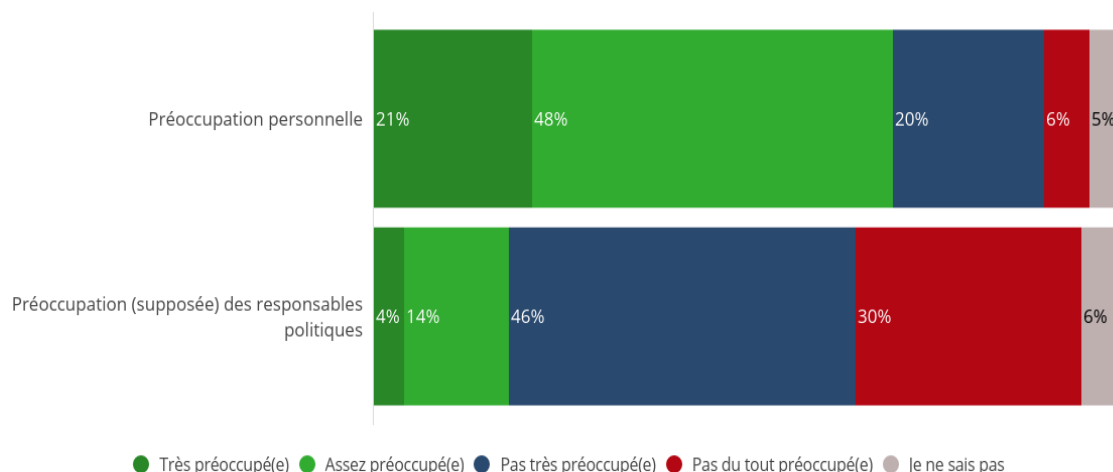
Il est probable que le pourcentage d'adhésion à ce projet serait supérieur si la majorité des répondant·e·s réalisait qu'elles·ils ne seraient pas personnellement affecté·e·s par une telle taxe. C'est à dire si elles·ils comprenaient que leurs propres transactions à l'échelle professionnelle, personnelle, conjugale ou familiale (héritage) ne sont pas considérées comme des transactions effectuées sur le marché financier. Avec une démarche explicative à la fois sommaire et rassurante, il y a probablement autour de ce projet, matière à fédérer une très forte majorité de français·e·s autour d'un financement innovant de l'aide publique au développement (d'ores et déjà à l'œuvre en France à travers la taxe sur les transactions financières) à partir d'un principe aisément séduisant tendant à taxer (plus) les riches pour aider les (plus) pauvres.

Le soutien à cette idée est progressivement plus important à mesure que l'âge des répondant·e·s augmente, ce qui s'explique sans doute par le fait que les jeunes de moins de 25 ans sont trois fois plus nombreux·ses que leurs aîné·e·s de plus de 50 ans à ne pas savoir répondre à cette question, et probablement par extension, à ne pas saisir l'opportunité de ce mécanisme de financement, ni les enjeux que cela représente à titre personnel, à l'échelle nationale et internationale. À cet endroit doit sans doute s'envisager une sensibilisation appropriée qui passerait par une communication à tonalité pédagogique.

**CITOYEN·NE·S D'UN
CÔTÉ, RESPONSABLES
POLITIQUES DE L'AUTRE
: UNE PRÉOCCUPATION
DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉE
VIS-À-VIS DES INÉGALITÉS
DANS LE MONDE ?**

QUESTION POSÉE :

« DANS QUELLE MESURE VOUS SENTEZ-VOUS PRÉOCCUPÉ·E PAR LES INÉGALITÉS DANS LE MONDE ? » VS. « DANS QUELLE MESURE PENSEZ-VOUS QUE LES RESPONSABLES POLITIQUES SONT PRÉOCCUPÉ·E·S PAR LES INÉGALITÉS DANS LE MONDE ? »



Un décalage manifeste semble exister entre une prise de conscience citoyenne des questions d'inégalités à travers le monde et le sentiment d'une absence de considération politique de ces enjeux.

- ◆ 69% des français·e·s reconnaissent être « soi-même » préoccupé·e·s (assez ou très) par les inégalités dans le monde.
 - Seul·e·s 6% des français·e·s ne se considèrent pas du tout préoccupé·e·s par les inégalités dans le monde.
- ◆ À l'exact opposé, 76% des français·e·s considèrent que les responsables politiques ne sont pas (ou pas du tout) préoccupé·e·s par les inégalités dans le monde.
 - Selon ces mêmes répondant·e·s, seul·e·s 18% des responsables politiques seraient (assez ou très) préoccupé·e·s
- ◆ On peut identifier un delta de 50% dans cette mesure de la préoccupation à propos des inégalités dans le monde, entre le ressenti des « simples citoyen·ne·s » et la prise en considération de ces enjeux par les « responsables politiques ».
- ◆ Les réponses à ces deux questions nous montrent à quel point les français·e·s considèrent que les responsables politiques :
 - sont détaché·e·s des réalités auxquelles sont confronté·e·s les moins privilégié·e·s,
 - ne sont pas « réellement » préoccupé·e·s par les inégalités en général, ce qui sous-tend que leur intérêt est ailleurs,
 - ont des préoccupations très différentes des autres citoyen·ne·s à l'égard des inégalités dans le monde : d'une certaine manière c'est la reconnaissance, presque désespérée, que les citoyen·ne·s et les décideurs ne regardent pas la même chose.
- ◆ Par extension, cette question interroge la crédibilité qu'ont les responsables politiques, aux yeux des français·e·s, face aux défis contemporains à l'échelle mondiale.

RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

UN CLIVAGE POLITIQUE MARQUÉ À PROPOS DES INÉGALITÉS DANS LE MONDE, TANTÔT PERÇUES AU NIVEAU INDIVIDUEL, TANTÔT SUPPOSÉES CHEZ LES RESPONSABLES POLITIQUES



De manière linéaire et proportionnelle, plus les répondant·e·s ont voté pour un candidat de gauche au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 et plus elles·ils se déclarent personnellement « préoccupé·e·s » par les inégalités dans le monde. Sur cette question interrogeant le ressenti personnel à l'égard des inégalités dans le monde, la préoccupation des électeur·trice·s d'Emmanuel Macron se situe plus près de celle des électeur·trice·s des candidats de gauche (Benoît Hamon & Jean Luc Mélenchon) que des électeur·trice·s de la droite « traditionnelle » (François Fillon). Sur les problématiques de développement et de pauvreté dans le monde, on rappellera que cette tendance affinitaire des sympathisant·e·s du centre avec les sympathisant·e·s de gauche est fréquente. La vraie césure des opinions est généralement observable à partir des opinions mesurées chez les sympathisant·e·s de droite.

Ce sont les électeur·trice·s (au premier tour de l'élection présidentielle en 2017) de Benoît Hamon (90%) et Jean-Luc Mélenchon (86%) qui sont les plus sceptiques quant à la préoccupation présumée des dirigeant·e·s politiques vis-à-vis des inégalités dans le monde.

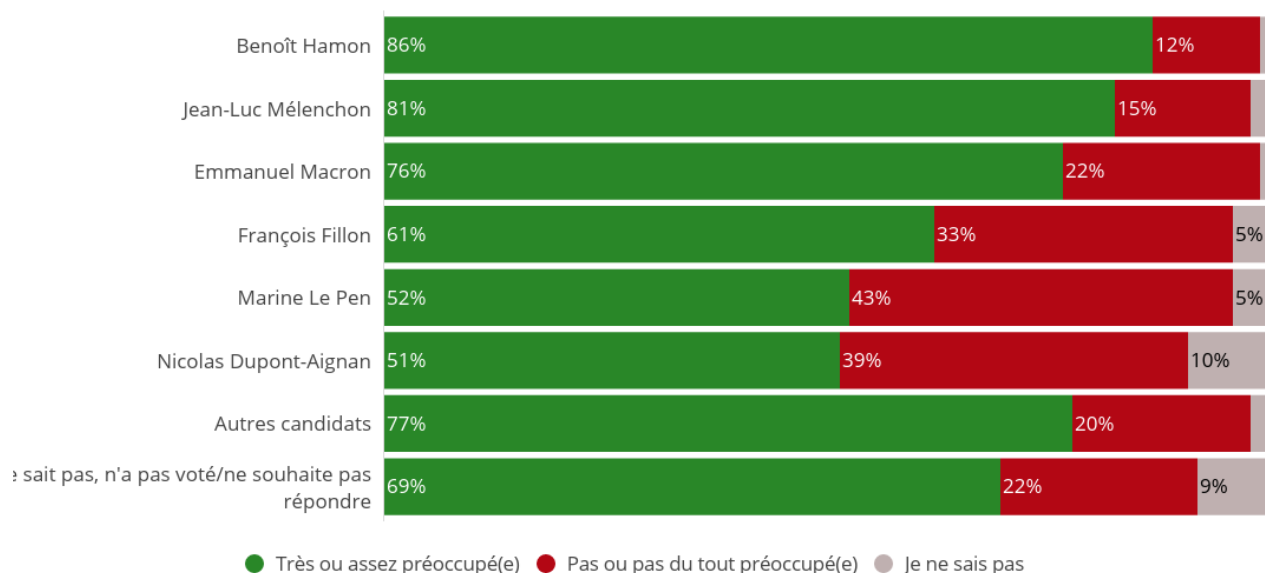
A contrario, les électeur·trice·s d'Emmanuel Macron sont les plus nombreux·ses bien que largement minoritaires (24%) à estimer que les responsables politiques sont préoccupé·e·s par les inégalités dans le monde.

5. CITOYEN-NE-S D'UN CÔTÉ, RESPONSABLES POLITIQUES DE L'AUTRE : UNE PRÉOCCUPATION DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉE VIS-À-VIS DES INÉGALITÉS DANS LE MONDE ?

66

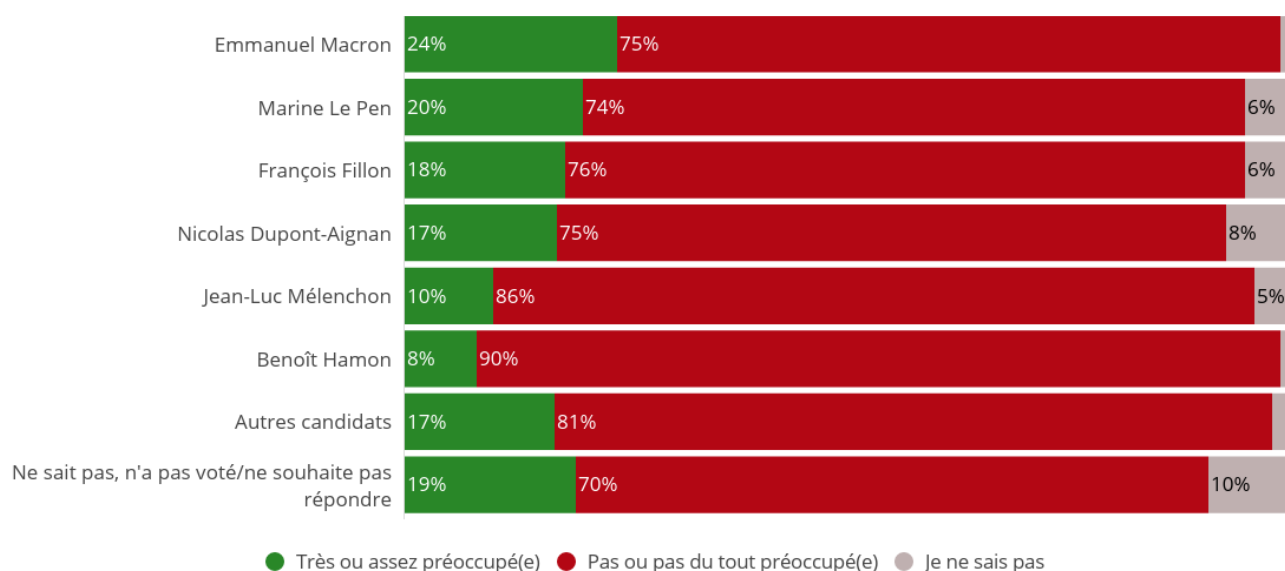
Dans quelle mesure vous sentez-vous préoccupé·e par les inégalités dans le monde ?

Selon le vote au 1er tour de l'élection présidentielle de 2017



66

Dans quelle mesure pensez-vous que les responsables politiques sont préoccupé·e·s par les inégalités dans le monde ?

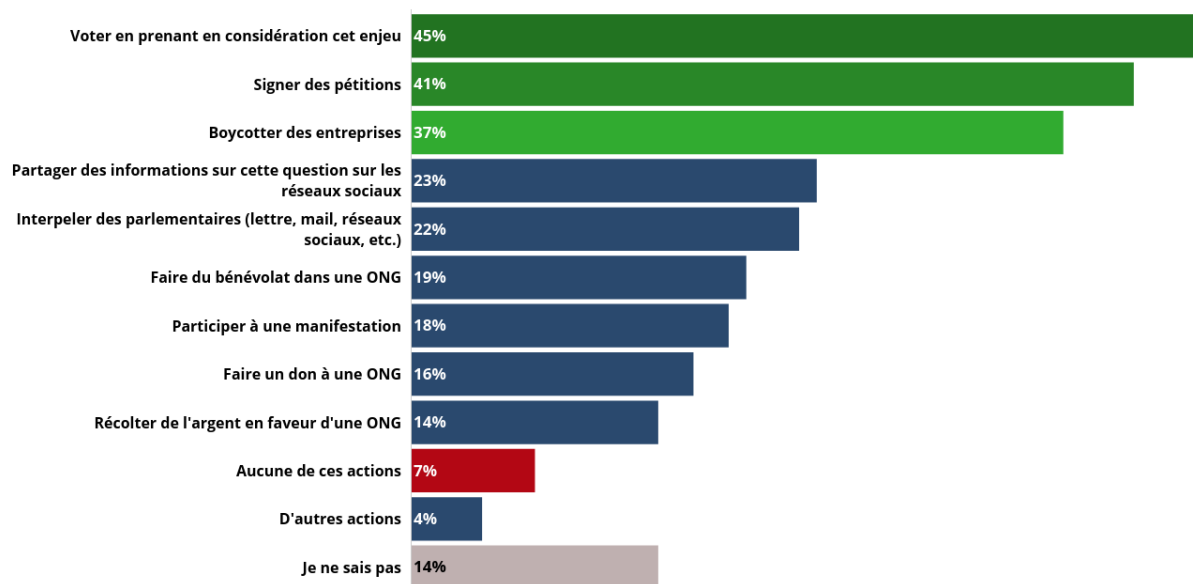


**ÉRADIQUER LA FAIM,
RÉDUIRE LES INÉGALITÉS
ET LA PAUVRETÉ DANS
LE MONDE : CE QUE LES
FRANÇAIS·E·S SERAIENT
PRÊT·E·S À FAIRE POUR
INCITER LES DÉCIDEURS
À « BOUGER »**

6. ÉRADICUER LA FAIM - RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE :
CE QUE LES FRANÇAIS-E-S SERAIENT PRÊT-E-S À FAIRE POUR INCITER LES DÉCIDEURS
À « BOUGER »

QUESTION POSÉE :

« DE NOMBREUSES ÉTUDES ONT DÉMONTRÉ QU'IL EST DÉSORMAIS POSSIBLE D'ÉRADIQUER LA FAIM ET DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ À L'ÉCHELLE DU MONDE D'ICI 2030 SI LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE S'EN DONNE LES MOYENS. POUR INCITER VOS DÉCIDEURS POLITIQUES À PRENDRE DES MESURES EN CE SENS, SERIEZ-VOUS PRÊTS À...»*



RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : $\pm 2\%$. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

Quand elles-ils sont interrogé-e-s sur leur volonté de résoudre (ou de participer à résoudre) les problèmes de faim, d'inégalités et de pauvreté dans le monde, les français-e-s assument des comportements susceptibles d'avoir des répercussions d'un point de vue politique/électoral et économique. Pour inciter les décideurs politiques à prendre des mesures efficaces contre ces trois fléaux symptomatiques des inégalités dans le monde, les français-e-s semblent prêt-e-s à faire beaucoup :

- ◆ 45% des français-e-s seraient capables d'orienter leur vote en direction de candidat-e-s qui prennent en considération ces enjeux,
- ◆ 41% des français-e-s se déclarent prêt-e-s à prendre part à une mobilisation citoyenne (signer des pétitions),
- ◆ 37% des français-e-s semblent prêt-e-s à modifier leurs propres comportements de consommateur-trice-s (boycotter des entreprises).

Plutôt que de paraître indifférent-e-s aux questions de solidarité internationale, les français-e-s se montrent ainsi prêt-e-s à exprimer leur soutien aux populations les plus démunies en déclarant qu'elles-ils

*Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent

6. ÉRADICUER LA FAIM - RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE :
CE QUE LES FRANÇAIS·E·S SERAIENT PRÊT·E·S À FAIRE POUR INCITER LES DÉCIDEURS
À « BOUGER »

ne voteraient pas pour n'importe quel·le candidat·e, mais aussi qu'elles·ils ne donneraient pas leur argent à n'importe quelle entreprise.

Devant les grands défis posés par les inégalités à l'échelle du monde, les décideurs politiques et économiques doivent réaliser que leur inertie face à la pauvreté, aux inégalités et à la faim dans le monde, peut avoir, pour elles·eux, en tant que candidat·e souhaitant se faire élire ou en tant qu'entreprise souhaitant développer ses activités, un véritable coût politique et économique qu'ils ou elles auraient tort de négliger.

Les formes de générosité individuelle, faire un don personnel (16%), faire du bénévolat (19%), participer à une manifestation (18%), sont moins plébiscitées par les français·e·s.

D'une certaine manière, tout se passe comme si, dans leurs réponses, les français·e·s reconnaissaient que les décideurs politiques ou économiques étaient LES acteur·trice·s principaux en mesure de faire la différence pour accomplir aujourd'hui, ce qui peut-être, était impossible hier : éradiquer la faim, la pauvreté et les inégalités criantes que nul·le ne peut ignorer à l'échelle de la planète. Ainsi défini, les enjeux de solidarité internationale incomberaient à l'action des plus puissant·e·s, puissances publiques ou privées, davantage qu'à l'engagement individuel des citoyen·ne·s.

POUR INCITER LES RESPONSABLES POLITIQUES À AGIR CONTRE LA PAUVRETÉ, LES INÉGALITÉS ET LA FAIM DANS LE MONDE, DES « RECETTES » À GÉOMÉTRIE VARIABLE SELON QU'ON SE DIT DE GAUCHE, DU CENTRE OU DE DROITE



De manière générale, les sympathisant·e·s de gauche sont plus nombreux·ses que la moyenne des français·e·s à se dire prêt·e·s à accomplir des actions ou à prendre des décisions qui seraient susceptibles d'inciter les responsables politiques et économiques à (enfin) résoudre les inégalités, la pauvreté et la faim à l'échelle du monde.

Les sympathisant·e·s de gauche et du centre se retrouvent sur leur volonté de conditionner leur vote à la prise en considération, par les candidat·e·s, de ces enjeux de solidarité internationale. Elles·ils se retrouvent aussi sur leur volonté d'adopter un comportement relevant d'une générosité personnelle (dons, bénévolat).

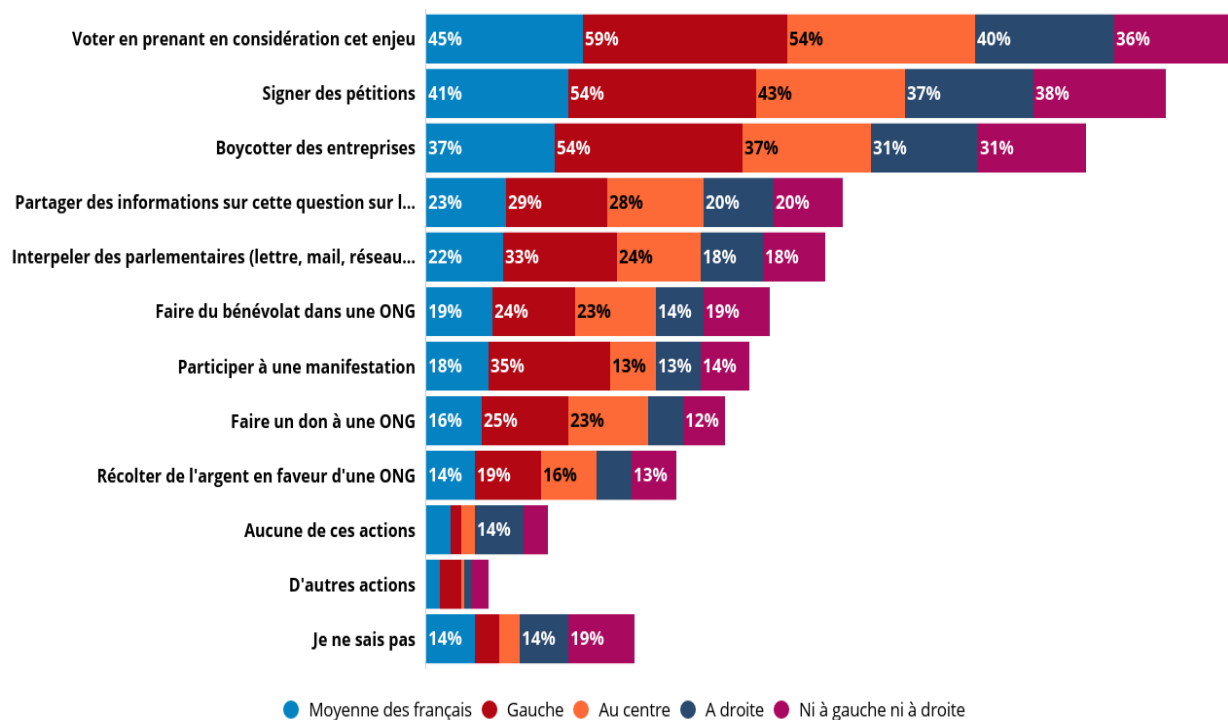
Les sympathisant·e·s du centre ont une opinion proche de la moyenne des français·e·s à propos de l'usage des pétitions ou du boycott des entreprises, tout en se rapprochant des sympathisant·e·s de droite quant à leur éventuelle participation à des manifestations.

6. ÉRADICUER LA FAIM - RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE :
CE QUE LES FRANÇAIS-S SERAIENT PRÊT-S À FAIRE POUR INCITER LES DÉCIDEURS
À « BOUGER »

66

De nombreuses études ont démontré qu'il est désormais possible d'éradiquer la faim et de réduire les inégalités et la pauvreté à l'échelle du monde d'ici 2030 si la communauté internationale s'en donne les moyens. Pour inciter vos décideurs politiques à prendre des mesures en ce sens, seriez-vous prêt-e à : Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.

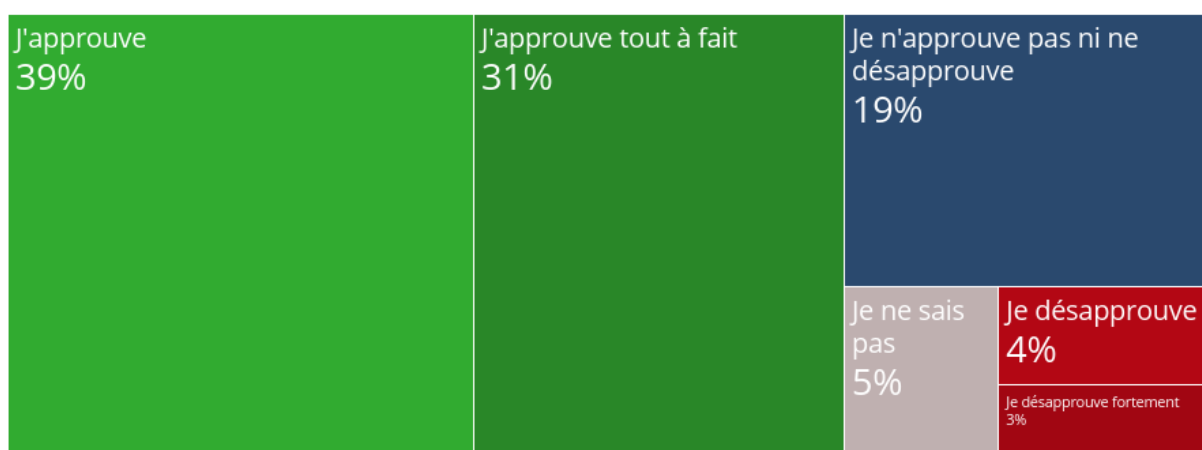
Selon l'orientation politique



**LES FRANÇAIS·E·S SONT
TRÈS MAJORITAIREMENT
SENSIBILISÉ·E·S À LA
DÉFENSE DES DROITS DES
FEMMES DANS LES PAYS
PAUVRES**

QUESTION POSÉE :

« LA FRANCE A DÉCIDÉ DE CRÉER UN FONDS DESTINÉ À SOUTENIR LES ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES DANS LES PAYS PAUVRES. DANS QUELLE MESURE ÊTES-VOUS EN ACCORD OU EN DÉSACCORD AVEC CETTE MESURE ? »

**RÉSUMÉ**

70% des français·es soutiendraient l'idée que la France crée un fonds destiné à soutenir les associations des droits des femmes dans les pays pauvres. Seul·e-s 7% des français·es s'opposeraient à ce projet tandis que 5% n'ont pas d'idée sur la question.

Même si cette question mentionne un projet ayant trait à plus de solidarité à l'égard des pays pauvres (l'ailleurs), à distance de toutes préoccupations à l'échelle domestique (l'ici), les résultats nous enseignent à quel point les français·es sont sensibilisé·e-s, sans aucune ambiguïté, à la question du droit des femmes.

À QUESTION DE GENRE, SOUTIEN GENRÉ : LE SOUTIEN DES FEMMES AUX DROITS DES FEMMES SUPPLANTE LE SOUTIEN DES HOMMES



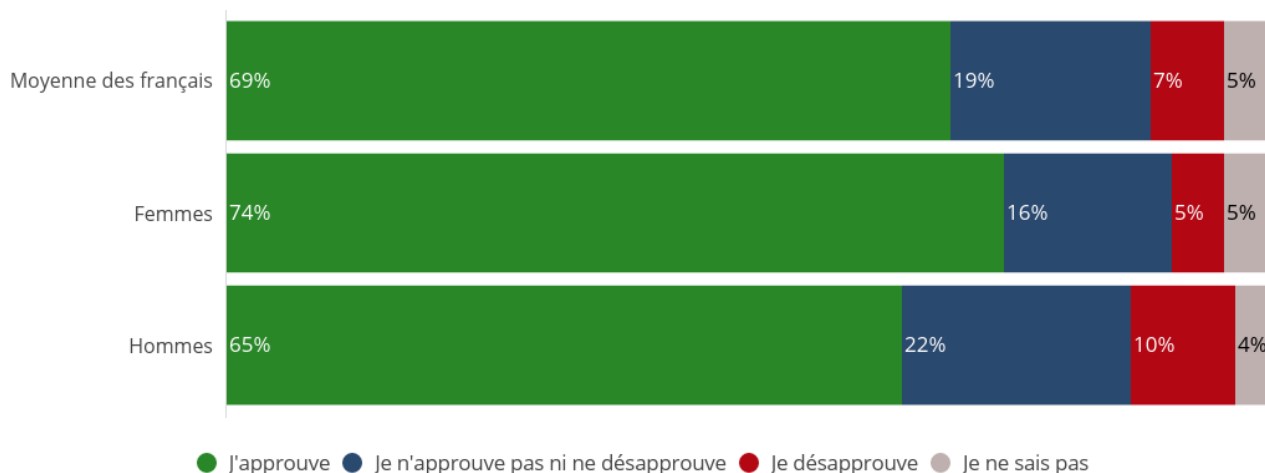
Si le soutien à la création, par la France, d'un fonds destiné à soutenir les associations de défense des droits des femmes dans les pays pauvres est similaire quels que soient les âges, en revanche les femmes sont plus nombreuses (74%) que les hommes (65%) à soutenir ce projet. Parallèlement, les hommes sont aussi deux fois plus nombreux (10%) que les femmes (5%) à s'opposer à ce projet, mais aussi proportionnellement plus nombreux (22%) que les femmes (16%) à ne pas avoir d'opinion tranchée (ni n'approuve ni ne désapprouve).

Il y a donc un effet « solidarité de genre » dans les réponses des femmes françaises à propos d'un soutien financier de la France à un projet relatif aux droits des femmes dans les pays pauvres. Tout se passe comme si cette solidarité « entre femmes » prenait une dimension universelle, quelles que soient les frontières. Les femmes « d'ici » pourraient ainsi facilement se montrer activistes pour la cause des femmes de « là-bas ».



La France a décidé de créer un fonds destiné à soutenir les associations de défense des droits des femmes dans les pays pauvres. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette mesure ?

Selon le genre



7. LES FRANÇAIS·ES SONT TRÈS MAJORITAIREMENT SENSIBILISÉ·ES À LA DÉFENSE
DES DROITS DES FEMMES DANS LES PAYS PAUVRES

LES DROITS DES FEMMES DANS LES PAYS PAUVRES GÉNÈRE UNE PRÉOCCUPATION BIEN MOINDRE CHEZ LES SYMPATHISANT·E·S DE DROITE ET D'EXTRÊME DROITE QUE CHEZ LES SYMPATHISANT·E·S DE GAUCHE OU DU CENTRE



Le soutien des français·es à l'égard de la création d'un fonds destiné à soutenir les associations de défense des droits des femmes dans les pays pauvres est beaucoup plus marqué chez les sympathisant·e·s de gauche (82% en moyenne) que chez les sympathisant·e·s de droite (60% en moyenne).

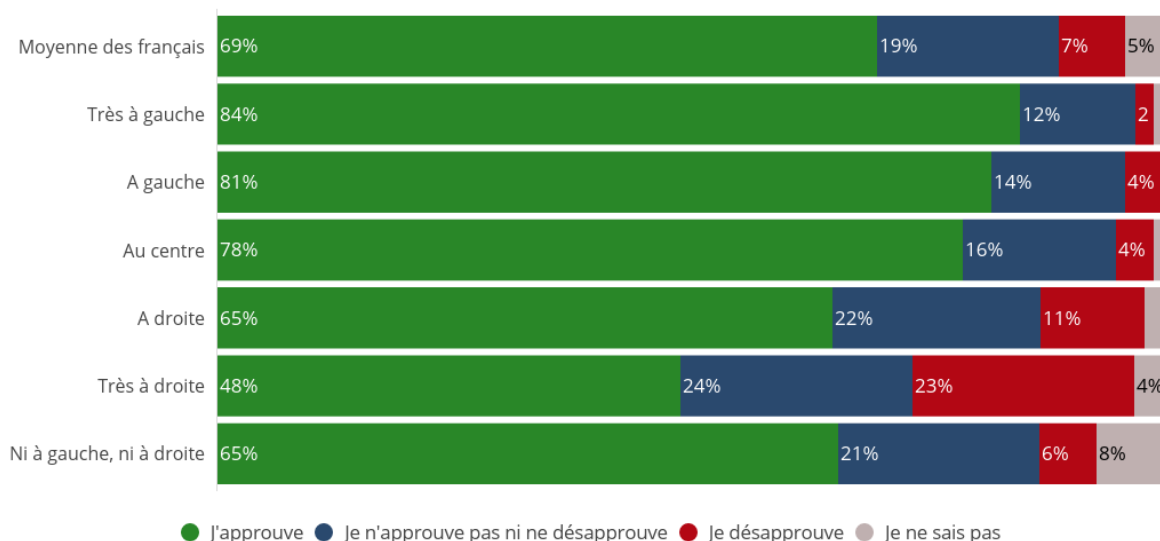
Sur cette question, les opinions des sympathisant·e·s du centre (78%) sont beaucoup plus proches de celles des sympathisant·e·s de gauche (82%) que de celles des sympathisant·e·s de droite (60%), même si, quelle que soit l'orientation politique, il faut quand même retenir que les français·es sont tou·te·s majoritairement d'accord pour que la France abonde un fonds destiné à soutenir les droits des femmes qui vivent dans les pays pauvres.

Sur cette question, la césure majeure des opinions se situe au niveau des français·es se disant « très à droite » (48%), pour qui il est probable que l'idée d'aider les femmes « des pays pauvres » (et non pas les femmes à l'échelle nationale) pondère sérieusement le soutien à la création de ce fonds.



La France a décidé de créer un fonds destiné à soutenir les associations de défense des droits des femmes dans les pays pauvres. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette mesure ?

Selon l'orientation politique



LA DIPLOMATIE FÉMINISTE : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE PLÉBISCITÉE PAR 64% DES FRANÇAIS·E·S

QUESTION POSÉE :

« LA FRANCE A DÉCIDÉ D'ADOPTER UNE DIPLOMATIE FÉMINISTE POUR PROMOUVOIR LE DROIT DES FEMMES SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE. DANS QUELLE MESURE APPROUVEZ-VOUS OU DÉSAPPROUVEZ-VOUS CETTE DÉCISION ? »

**RÉSUMÉ**

La France, dans le cadre du G7, s'est officiellement engagée à désormais promouvoir une « diplomatie féministe ». Malgré le caractère potentiellement clivant du mot « féministe », 64% des français·es approuvent cette décision (dont 23% fortement) contre seulement 6% qui désapprouvent l'adoption par la France d'une diplomatie féministe pour promouvoir le droit des femmes sur la scène internationale.

En regardant de plus près, cette « diplomatie féministe » est particulièrement plébiscitée par 71% des femmes tandis que 51% des hommes en soutiennent l'idée ou que 30% d'entre eux préfèrent se ranger dans une opinion intermédiaire (ni n'approuve ni ne désapprouve).

Les jeunes de moins de 25 ans sont également beaucoup plus favorables (71%) que leurs aîné·e·s à l'adoption d'une diplomatie féministe.

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : $\pm 2\%$. Plus d'informations sur la méthodologie sur Focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

LA DIPLOMATIE FÉMINISTE, UNE INITIATIVE « NI DE DROITE NI DE GAUCHE » TRÈS LARGEMENT ADOUBÉE PAR LES SYMPATHISANTS DU CENTRE ET DE GAUCHE



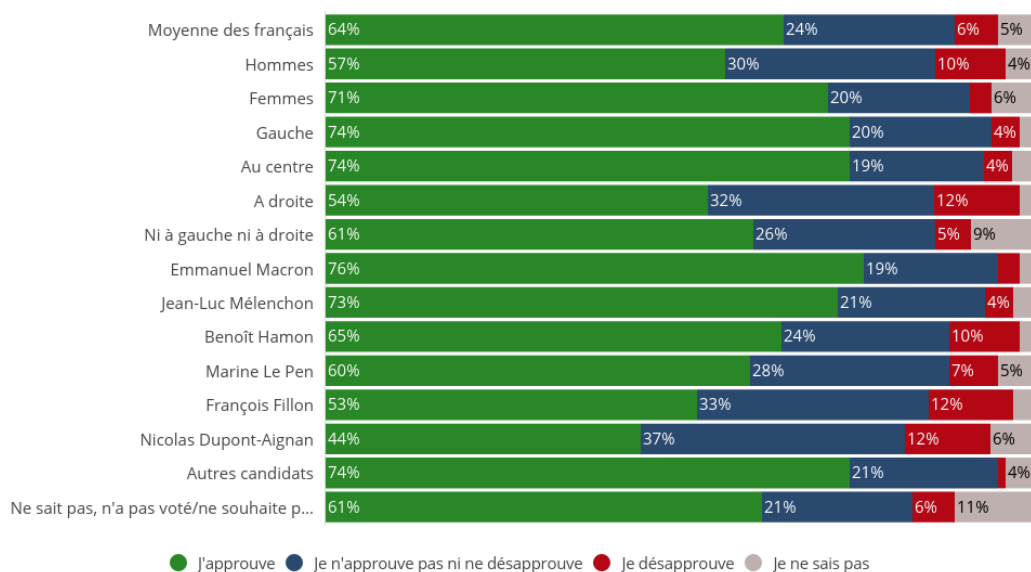
Sur ce projet de « diplomatie féministe » initiée par la France en 2019 pour promouvoir le droit des femmes sur la scène internationale, les sympathisant·e·s de gauche et du centre partagent le même soutien à hauteur de 74%, c'est à dire + 20% comparé au soutien des répondant·e·s qui se déclarent de droite. N'oublions pas pour autant que malgré ce clivage politique, quelles que soient les sympathies politiques, les français·e·s sont majoritairement en faveur de cette action en faveur du droit des femmes.

En regardant de plus près, les électeur·trice·s d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle sont les plus nombreux·ses à soutenir une diplomatie féministe à hauteur de 76%, contre 73% des électeur·trice·s de Jean Luc Mélenchon et 65% des électeur·trice·s de Benoît Hamon. On voit que le candidat du « ni de droite – ni de gauche » est parallèlement celui qui remporte, à l'instar du candidat de la gauche radicale, le plus d'adhésion en faveur d'une dynamique qui s'avère nouvelle et innovante, au moins dans sa formulation.

À noter que les électeur·trice·s de Marine Le Pen sont également plus nombreux·ses (60%) que celles et ceux de François Fillon (53%) à soutenir une diplomatie féministe et finalement très proches des électeur·trice·s de Benoît Hamon (64%).

66 La France a décidé d'adopter une diplomatie féministe pour promouvoir le droit des femmes sur la scène internationale. Dans quelle mesure approuvez-vous ou désapprouvez-vous cette décision ?

Selon le genre, l'orientation politique et le vote au 1er tour des présidentielles 2017



Le Baromètre de la solidarité internationale, une publication de Focus 2030

Le Baromètre de la solidarité internationale est une publication de Focus 2030 dont les résultats reposent sur une série d'enquêtes d'opinion par sondage. Cette édition est issue du projet de recherche du « Development Engagement Lab » (DEL, 2018-2024) mené sous la supervision de chercheur-e-s de UCL à Londres et de Birmingham University.

Les questions analysées dans ce Baromètre de la solidarité internationale ont été rédigées par Focus 2030 à l'issue d'un travail participatif rassemblant - outre les chercheur-e-s de UCL et Birmingham University -, une vingtaine d'organisations partenaires, acteurs du secteur du développement et de la solidarité internationale (ONG, think tanks, institutions).

À l'heure où de nombreux bouleversements politiques, technologiques, économiques et écologiques, ont cours à l'échelle planétaire, nous souhaitons saisir la manière dont les français-e-s perçoivent le monde qui les entoure, comprennent les grands défis contemporains et plus particulièrement soutiennent (ou non) les actions menées par les acteurs du développement en faveur des populations les plus pauvres.

Partant des interrogations et des sujets mis à l'agenda par les acteurs de la solidarité internationale réputés pour le caractère précurseur de leur analyse (climat, inégalités, droits humains, émancipation des femmes, accès aux traitements...), ce travail de recherche vise à saisir à travers des enquêtes comment s'organisent et évoluent les opinions, comportements, ressentis et connaissances vis-à-vis de ces enjeux. En mettant à disposition ces données, Focus 2030 entend contribuer à mettre en débat ce rapport si particulier que les français-e-s entretiennent avec les questions de citoyenneté, d'égalité et d'universalisme.

Les résultats et analyses de ce baromètre ne sauraient engager les partenaires de Focus 2030. Ils relèvent de la responsabilité éditoriale de Focus 2030. Si vous souhaitez utiliser publiquement les données du Baromètre de la solidarité internationale, merci de contacter :

Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030 : fabrice@focus2030.org

En savoir plus sur le Development Engagement Lab

Le projet Development Engagement Lab (DEL, 2018-2024), est un projet de recherche basé sur des sondages en ligne réalisés en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis par l'institut YouGov. Cette recherche comparative est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et menée par Jennifer van Heerde-Hudson (UCL) et David Hudson (Birmingham University).

Pour en savoir plus sur le projet DEL : <https://devcommslab.org>



MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes du projet [Development Engagement Lab](#) (DEL, 2018-2024) sont réalisées par l'institut de sondage [YouGov](#) dans quatre pays : France, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis.

YouGov est un cabinet d'études de marché fondé en 2000 au Royaume-Uni, comprenant 31 bureaux dans 21 pays, dont la France depuis novembre 2011. YouGov dispose d'un panel de 5 millions de personnes à travers 28 pays, de tout âge, genre et groupes socio-économiques. Ce panel permet de constituer des échantillons représentatifs des populations nationales. En France, le panel de YouGov comprend près de 175 000 personnes. En savoir plus [ici](#).

Méthode d'enquête retenue pour le Development Engagement Lab (DEL)

YouGov mène ses enquêtes en ligne en utilisant un système appelé « échantillonnage actif ».

Lors de l'utilisation de l'« échantillonnage actif », des restrictions sont mises en place pour garantir que seules les personnes contactées sont autorisées à participer. Cela signifie que toutes les personnes qui répondent aux sondages YouGov sont sélectionnées par YouGov, à partir du panel des utilisatrices et utilisateurs enregistré-e-s, et que seul-e-s celles et ceux qui sont sélectionné-e-s à partir de ce panel sont autorisé-e-s à participer au sondage.

Qui sont les répondant-e-s qui participent aux enquêtes DEL ?

Les membres du panel sont recrutés selon diverses sources, notamment par le biais de publicités classiques et de partenariats stratégiques organisés sur un large éventail de sites web. Lorsqu'une nouvelle personne est recrutée dans le panel, de nombreuses informations socio-démographiques sont enregistrées à partir d'une enquête.

Les répondant-e-s recruté-e-s dans un panel disposent d'un identifiant et d'un mot de passe et ne peuvent répondre qu'une seule fois à chaque enquête en ligne.

L'analyse des données

Une fois l'enquête terminée, les données finales sont ensuite pondérées statistiquement selon le profil national de tous les adultes de 18 ans et plus. La pondération est réalisée par âge, sexe, classe sociale, région, niveau d'éducation, vote des sondé-e-s lors des élections précédentes et orientation politique. L'« échantillonnage actif » garantit que les bonnes personnes sont représentées dans les bonnes proportions. En combinaison avec une pondération statistique, cet échantillonnage garantit des résultats représentatifs de l'ensemble de la population du pays en question (y compris celles et ceux qui n'ont pas accès à internet).

La rémunération du sondage en ligne

En répondant à des sondages sur YouGov, les utilisatrices et utilisateurs gagnent des « points YouGov ». En fonction de la taille du sondage, le fait de participer à 10 ou 15 enquêtes différentes permet de gagner environ 400 points. 5000 points ont une valeur approximative de 56 € (50€). Il faut atteindre 5000 points minimum avant d'espérer toucher une quelconque rémunération.

Marge d'erreur

La marge d'erreur retenue pour les enquêtes DEL (entre 2000 et 6000 répondant-e-s) est de $\pm 2\%$.

Plus d'information sur la méthodologie sur www.focus2030.org

Focus 2030

Focus 2030 est une association qui accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement ;
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement ;
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes.

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.

Directeur de la publication :

Fabrice Ferrier

Rédacteurs :

Fabrice Ferrier

Arnaud Gaillard

BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°5 FOCUS 2030
